

[Texte]

industries decides to use B.t., it must make sure that it works. If it does not, you lose one or two years of spraying, and you must go back to another alternative.

In the higher risk ventures, the federal government may be able to play a supporting role. It is the same with any industrial process. There are many programs that would support industry in mills, introduce new machinery, and share the risk. So why not do the same in the forest? We are going into the technological age in forestry now. That is the difference.

Mr. Horning: Do you not think the Canadian public just wants better forest management and really does not care who does it?

Mr. Godbout: You are probably right, but the public trusts the governments to manage among themselves their respective roles. If the federal government would properly manage all of its federal lands, no problem. It could provide incentives to private woodlot owners to manage their own land. Maybe it could be more aggressive. But first things first.

M. Bélair: Monsieur Godbout, les dernières paroles que vous avez prononcées m'intéressent vivement. Les autres membres du Comité pourraient vous en dire quelques mots.

Vous avez parlé de collaboration et d'aide aux provinces. Vous dites que nous devons nettoyer notre cour avant d'aller nettoyer celle des autres. Ne croyez-vous pas qu'en 1990, ces paroles ne sont que des termes diplomatiques et qu'on devrait finalement mettre en vigueur des lois régissant le reboisement et l'aménagement des forêts?

M. Godbout: Je ne vois aucun problème à cela. La plupart des provinces ont maintenant des lois visant un aménagement soutenu.

M. Bélair: Sont-elles appliquées?

M. Godbout: Comme dans n'importe quel processus humain, elles ne sont peut-être pas intégralement appliquées partout, mais il faut reconnaître qu'on a fait un effort considérable depuis dix ans.

Je vous donne les chiffres que j'ai en tête pour le Québec. Pour le Canada, c'est parallèle, je crois. Au Québec, en 1972, on a planté 17 millions d'arbres en tout et partout, soit 12 millions en forêt privée et 5 millions en forêt publique. En 1980, on a planté environ 30 millions d'arbres. On a doublé en huit ans. En 1988-1989, on parle de 250 millions de plants.

Dans cela comme dans toute autre chose, il y a une courbe d'apprentissage, une *learning curve*. On ne peut pas dire que tout est toujours parfait. Je pense qu'il est préférable de mettre en marche des programmes et d'apprendre en le faisant que d'attendre d'avoir le système

[Traduction]

d'industries décident d'utiliser le BT, elles doivent être certaines des résultats. Dans le cas contraire, vous perdez un ou deux ans et vous ne pouvez plus recourir à une solution de rechange.

Le gouvernement fédéral pourrait peut-être soutenir les entreprises risquées. C'est la même chose pour tout processus industriel. De nombreux programmes soutiennent les scieries, les aident à moderniser leur équipement et partagent les risques de l'industrie. Pourquoi ne pas faire la même chose dans la forêt? L'exploitation forestière entre dans l'ère de la technologie. Toute la différence est là.

M. Horning: Ne pensez-vous pas que les Canadiens veulent seulement une meilleure gestion forestière, sans se soucier d'où elle vient?

M. Godbout: Vous avez sans doute raison, mais le public s'attend à ce que les gouvernements s'entendent entre eux pour jouer leur rôle respectif. Si le gouvernement fédéral gèrait comme il le faut la totalité de ses terres, il n'y aurait pas de problème. Cela pourrait inciter les propriétaires de boisés privés à gérer leurs terres. Ils pourraient peut-être adopter une approche plus dynamique. Mais il faut commencer par le commencement.

Mr. Bélair: Mr. Godbout, I find your last comment very interesting. The other members of the committee could tell you more on that subject.

You mentioned a cooperation with provincial governments. You said that if we want to help others put their house in order, we should put ours in order first. Do you not believe that in 1990 it is highly time to implement laws regulating reforestation and forest management?

Mr. Godbout: I have no problem with that. Most provinces have laws aimed at sustainable management.

Mr. Bélair: Are they implemented?

Mr. Godbout: Like in any other human process, they may not be entirely applied everywhere, but it must be recognized that a huge effort was made in the last 10 years.

I shall give you some figures for Quebec. I believe that the figures for Canada are following the same pattern. In the province of Quebec, in 1972, a total of 17 million trees were planted, 12 million on private lands and 5 million on public lands. In 1980, about 30 million trees have been planted. The number has doubled over an eight-year period. For 1988-1989, that figure could reach 250 million.

Like for anything else, there is a learning curve. Everything is not always perfect. I think it is wiser to put programs under way and learn by trial and error rather than wait for the perfect system. We must try to solve the various problems. I did not say that we had to emphasize